

USA :
LA PROCHAINE
GUERRE CIVILE

STEPHEN MARCHE

USA :
LA PROCHAINE
GUERRE CIVILE

Vers l'explosion des États-Unis ?

*Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Johan-Frédéric Hel Guedj*

BUCHET • CHASTEL

Titre original :
The Next Civil War

Éditeur original :
© 2022, Avid Reader Press
Simon & Schuster, Inc., New York
© 2022, Stephen Marche

Et pour la traduction française :
© Buchet/Chastel, Libella, Paris, 2023
ISBN 978-2-283-03760-7

À Elijah et Aviva

« À quel moment faut-il donc s'attendre à voir s'approcher le danger ? Je réponds. S'il nous atteint jamais, il ne peut surgir que de nous-mêmes. Il ne peut pas venir de l'étranger. Si la destruction doit être notre lot, nous ne pouvons qu'en être nous-mêmes le lieu d'origine et d'achèvement. En tant que nation d'hommes libres, il nous faut traverser tous les temps, ou mourir par suicide. »

Abraham LINCOLN

INTRODUCTION À L'AVENIR IMMÉDIAT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Les États-Unis touchent à leur fin. Toute la question est de savoir comment. En ce monde, tous les gouvernements, toutes les entreprises, tous les individus seront affectés par la réponse à cette question.

En Amérique, l'inimaginable est devenu notre quotidien. Une foule d'individus grotesque qui profane le bâtiment du Capitole, des gaz lacrymogènes et des chars d'assaut dans les rues de Washington, des batailles rangées entre manifestants et gardes nationaux, des rebelles en armes qui tentent de séquestrer des gouverneurs en fonction, l'incertitude qui pèse sur le caractère pacifique de la passation du pouvoir présidentiel : si elles émanaient d'un autre pays, la lecture de ces informations laisserait à penser qu'une guerre civile a déjà éclaté. Les États-Unis sombrent dans le type d'affrontement sectaire d'ordinaire associé à des pays pauvres aux antécédents violents, et non pas à la démocratie la plus pérenne et première économie du monde. La chute a été soudaine. Voici dix ans, la stabilité et la suprématie planétaire de l'Amérique allaient de soi. Le souvenir du 11-Septembre donnait régulièrement lieu à des manifestations d'unité nationale de masse. Les États-Unis étaient synonymes du triomphe de la démocratie. C'est

fini. La solidarité s'est dissoute. Le système américain est devenu un cas d'école de paralysie. La violence politique ne fait que croître.

La prochaine guerre civile qui éclatera en Amérique ne ressemblera en rien à ce qu'est ce type de guerre dans un petit pays. Les États-Unis sont fragiles mais immenses. Leur puissance militaire reste sans égale. Leur économie décide de la santé de l'économie mondiale. Si la République américaine tombe, la démocratie, principal système politique dans le monde, tombe aussi. Si la démocratie bascule, la paix et la sécurité de l'ordre mondial basculent avec elle. Personne n'échappera aux conséquences.

La probabilité d'une guerre civile

Peter Mansoor, ancien colonel de l'US Army, professeur d'histoire militaire à l'université de l'État de l'Ohio, est un vétéran de la guerre en Irak qui étudie aujourd'hui les insurrections du passé. Il n'a aucune difficulté à dépeindre l'équivalent américain contemporain de guerres civiles survenues ailleurs. « Ce ne serait pas comme notre première guerre civile, la guerre de Sécession, avec des armées manœuvrant sur le champ de bataille, affirme-t-il. Je crois qu'il y aurait surtout une mêlée générale, chacun s'en prenant à son voisin sur la base de ses convictions, de sa couleur de peau et de sa religion. Et ce serait horrible. »

Un sondage effectué au lendemain de l'élection de Trump montrait que 31 % des électeurs américains prédisaient qu'une deuxième guerre civile surviendrait dans les cinq ans. Dans la revue *Foreign Policy*, une table ronde de spécialistes de la sécurité nationale évaluait les risques d'une telle guerre civile au cours des dix à quinze prochaines années.

Leurs réponses estimaient ces risques entre 5 et 95 %. Le consensus se situait autour de 35 %. Aux yeux des experts autant que des Américains ordinaires, la probabilité d'une guerre civile dans un proche avenir équivaut à peu près à celle de tirer un dix ou une figure d'un paquet de cartes.

Toutefois, cette estimation ne concernait que « les dix à quinze prochaines années ». Les tensions augmentent et les forces qui entament l'unité américaine – des divisions politiques partisans exacerbées, la dégradation de l'environnement, le creusement des inégalités – vont croissant. En 2019, un autre sondage de l'université de Georgetown demandait aux Américains si leur pays était « au bord d'une guerre civile », sur une échelle de 0 à 100. Au total, leurs réponses s'établissaient à 67,23 %, soit presque exactement les deux tiers.

Selon la définition qu'en donne le Centre d'étude de la guerre civile de l'Institut de recherche sur la paix, à Oslo, il y a guerre civile dès lors qu'un millier de combattants meurent en un an. La définition des troubles civils débute à vingt-cinq morts sur une année. Aux États-Unis, en 2019, des extrémistes de l'intérieur, hostiles au gouvernement, ont tué quarante-huit personnes ; en 2018, ils en ont tué cinquante-trois ; en 2017, trente-sept ; en 2016, soixante-douze, en 2015, soixante-dix. D'après cette définition, l'Amérique est déjà en situation de troubles graves à l'ordre public, et au bord d'une guerre civile.

Les États-Unis, système complexe « en cascade »

Aucune guerre civile n'a de cause unique. Un nombre considérable de facteurs contribuent à la glissade dans la

violence d'une société pacifique et prospère. Leur interaction est porteuse de turbulences, et c'est pourquoi des configurations stables semblent dégénérer en un chaos apparemment surgi de nulle part. La nature complexe du système, « en cascade », explique pourquoi l'inimaginable ne cesse de se produire.

L'inimaginable n'est pas synonyme d'imprévisible. L'effondrement surviendra plus tôt et plus soudainement qu'on ne l'imagine, mais ce ne sera nullement une surprise. L'Amérique se fracture à un moment où l'aptitude à observer la propagation des lignes de fracture a atteint un niveau de clarté sans précédent. La NASA a récemment indiqué que sa modélisation du changement climatique s'est révélée exacte au vingtième de degré près. La précision détaillée des modèles, ainsi que la qualité de la prédiction, sont extraordinaires. Quand (et non pas « si ») un ouragan de catégorie 1, 2 ou 3 frappe New York, les auteurs du modèle savent, à la rue près, quels quartiers de la mégapole deviendront inhabitables. Les modèles électoraux des divisions politiques partisanes sont devenus plus efficaces que leurs créateurs ne sont disposés à l'admettre : un groupe de spécialistes en sciences politiques refusait de croire à son propre programme de simulations, qui leur annonçait l'élection de Trump. Une telle prévision paraissait trop invraisemblable. Les contours des inégalités économiques n'ont jamais été relevés avec autant de précision, et jamais leurs conséquences sur la démocratie n'ont été aussi pleinement comprises. Des chercheurs en matière de guerre civile, habitués à analyser les conflits hors d'Amérique, voient désormais les schémas qu'ils ont établis se reproduire à l'identique dans le pays le plus riche du monde, qui abrite l'armée la plus puissante de l'histoire de l'humanité.

Les livres d'histoire consacrés aux guerres civiles s'ouvrent généralement sur des chapitres relatifs aux stades préliminaires du conflit. Dans le cas des États-Unis, un tel chapitre pourrait s'écrire à la date d'aujourd'hui. L'instabilité économique et environnementale s'aggrave d'année en année. Les richesses du pays ne s'accumulent que chez ceux qui en occupent le sommet. Le gouvernement, dont la légitimité ne s'établit en aucun cas d'une manière qui soit satisfaisante aux yeux de tous les partis, n'est pas fiable. La foi dans les institutions de toutes sortes ne cesse de décliner. Les buts de la nation vont s'atrophiant. La solidarité nationale s'érode. L'État est de plus en plus incapable de répondre à la volonté populaire, même quand il en reçoit un mandat clair. Les manœuvres de la politique politicienne supplantent presque toutes les autres préoccupations gouvernementales. Sur les quatre derniers présidents, deux ont été en butte à de lourdes procédures d'*impeachment*. Deux élections présidentielles sur les quatre dernières ont vu le vainqueur du vote populaire défait par un système archaïque hérité du XVIII^e siècle. L'instance judiciaire se révèle dogmatique et se durcit à un point tel que la loi ne conserve guère de sens en dehors du contexte désormais politisé de la procédure judiciaire. Les meurtres de masse émaillent les journaux télévisés à peu près tous les soirs. Les Américains ordinaires refusent d'écouter les autorités, même sur des questions aussi importantes pour leur survie que celle de la santé publique.

L'Amérique a vécu depuis cent soixante ans sur un mythe d'unité à l'ancrage instable. Tous les mythes de cet ordre sont fragiles. Même les identités nationales établies de très longue date, les creusets des peuples et des croyances les plus anciens peuvent se dissoudre à une vitesse saisissante. Avant que la haine fanatique ne consume l'Irak, soit avant

2006, le pays connaissait un taux d'intermariage entre Shiites et Sunnites relativement élevé. La division religieuse censément permanente et insurmontable était un reliquat de l'Antiquité. Ensuite, tout a changé.

Chaque fois que l'État est défaillant, partout où le processus de passation pacifique du pouvoir se dérègle, il faut presque un miracle pour restaurer l'ordre démocratique. Il n'en ira pas autrement en Amérique. Quand ni les Démocrates ni les Républicains n'estiment se reconnaître dans un mode de représentation, l'État n'est plus qu'une source supplémentaire de contrôle. La fureur de l'indignation entretient une spirale vengeresse absolument destructrice. Les individus se replient pour former des tribus. Dès que la stabilité du pouvoir s'est volatilisée, il est facile de s'inventer toutes sortes d'excuses pour assassiner ses voisins.

Les incidents déclencheurs

Les dépêches qui suivent sont fondées sur les meilleurs modèles disponibles, aux capacités prédictives avérées. Ce sont plus que des suppositions éclairées. En revanche, les incidents déclencheurs évoqués ici sont d'un autre ordre. Ce sont les produits d'une imagination rigoureuse.

Les systèmes complexes, « en cascade », sont des abstractions. Ils ne révèlent rien des coûts humains. J'ai puisé mon inspiration dans un rapport, *Les effets de la guerre nucléaire*, élaboré en 1979 par le Bureau des évaluations technologiques agissant sur demande de la Commission des Affaires étrangères du Sénat, et qui reste sans doute le document de fiction le plus influent de notre histoire. *Les effets de la guerre nucléaire* a fourni la matière de la minisérie *Le jour d'après*. Cette minisérie convertissait des « mesures abstraites

du pouvoir stratégique » en des termes compréhensibles, en imaginant les retombées d'une guerre nucléaire fondées sur les connaissances scientifiques les plus avancées de l'époque. Dans son journal personnel, Ronald Reagan citait *Le jour d'après* comme l'une de ses principales sources d'inspiration dans le cadre des négociations du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire.

La crise actuelle appelle ce type de prédiction parce que trop de gens ne veulent pas voir ce qui se déroule sous leurs yeux. En même temps, l'avenir est par nature imprévisible. Personne n'aurait pu savoir qu'un employé de la chaîne Cup Foods à Minneapolis signifierait un faux billet de 20 dollars et qu'à l'arrivée des officiers de police venus enquêter sur l'incident, un policier nommé Derek Chauvin tirerait hors de sa voiture un homme noir, George Floyd, et, afin de le maîtriser, lui bloquerait le cou sous son genou pendant sept minutes et quarante-six secondes, et l'écraserait en ignorant plus d'une vingtaine de supplications de cet homme pour qu'on le laisse respirer. Personne n'aurait pu prédire que des policiers en civil pénétreraient par erreur au domicile de Breonna Taylor, une ambulancière afro-américaine de 26 ans, à Louisville, dans le Kentucky, et la tueraient par balles. Personne n'aurait non plus pu deviner que ces épisodes bien particuliers de brutalité policière, alors qu'il s'en produit chaque année littéralement des milliers d'autres aux États-Unis, provoqueraient des manifestations de masse partout dans le pays. Mais tout observateur attentif aurait aisément pu constater que la militarisation des forces de police en Amérique avait débuté depuis des décennies, que la police américaine abattait ses propres concitoyens trois à trente fois plus fréquemment que la police d'autres pays, qu'une grande partie de la population noire ne considérait pas la police comme une gardienne légitime de l'autorité

judiciaire et que, depuis l'administration Obama, les mouvements de protestation contre les brutalités policières avaient pris de l'ampleur. Breonna Taylor est l'une des quarante-huit femmes noires abattues par la police aux États-Unis depuis 2015. Son nom, les circonstances particulières de sa mort – ces faits étaient imprévisibles. Toutefois, l'événement proprement dit et ses conséquences ne l'étaient nullement. Il est désormais entièrement prévisible qu'un autre incident de brutalité policière survienne, et il est tout aussi prévisible que des émeutes éclatent ensuite.

Le point de vue de ces dépêches

Dans la description de l'effondrement américain imminent, ma nationalité me procure un avantage bien particulier. Le conflit civil force les gens à choisir leur camp et leur point de vue est façonné par le camp qu'ils choisissent. La confusion précède tout conflit civil. Étant Canadien, je ne me sens pas concerné par ce type de confusion.

Le Canada est l'Horatio du *Hamlet* américain, un témoin proche, compréhensif mais à peu près sans influence des grands drames qui se jouent de l'autre côté de la frontière. Je suis un étranger qui a vécu et qui travaille aux États-Unis, qui aime les États-Unis. Quoique me situant à peu près à l'épicentre de l'échiquier politique de mon propre pays, je n'entends pas me dissimuler le fait que, sur les questions de politiques publiques, la plupart des Américains jugeraient très à gauche les positions sur lesquelles je me fonde. Je vis dans un pays où la couverture santé et la limitation du port d'armes sont tenues pour acquises, même par les conservateurs.

Pourtant, le fait d'être un Démocrate ou un Républicain relève de plus en plus d'une identification tribale davantage que d'un engagement envers des politiques précises. Et je n'appartiens à aucune de ces tribus. En sillonnant les États-Unis pour découvrir la situation sur le terrain, au fil de mes rencontres avec des nationalistes blancs et des manifestants de Black Lives Matter, avec des vendeurs d'armes à feu et les mères de victimes de tueries de masse, j'ai constaté que tout cela m'était étranger, aussi bien les États de l'Amérique rurale et les élites côtières que le Nord et le Sud. Tous ces territoires étaient pour moi autant de pays inconnus. Les experts qui ont nourri ces dépêches – chefs militaires, fonctionnaires de police et de justice, spécialistes de l'agriculture, écologistes, historiens, politologues – occupent un champ très ample de l'échiquier politique. Nombre d'entre eux sont des Républicains depuis toujours. Près de la moitié se décriraient comme des conservateurs. Je n'ai eu aucun mal à accéder à une diversité de points de vue. Les gens qui savent de quoi ils parlent appartiennent aux deux camps. Ils servent de plus vastes intérêts que ceux de la politique partisane. Ce livre reflète cette connaissance et ces intérêts.

Trump : l'écran de fumée

Chacun s'est déjà créé sa propre perception du personnage Trump. Il représente soit le dernier défenseur d'une grandeur américaine, soit une menace fondamentale pour la démocratie des États-Unis. Il est soit un combattant des valeurs traditionnelles américaines, soit un criminel seulement motivé par la garantie de son impunité personnelle. D'ailleurs, votre conviction à son sujet ne compte pas particulièrement. Trump a beaucoup moins d'importance que

les deux camps veulent le croire. La déclaration la plus intelligente qu'il ait lui-même faite au sujet de sa carrière politique remonte à une conférence de presse, en 2017 : « Je ne suis pas venu diviser ce pays. Ce pays était profondément divisé avant que je n'arrive. » Trump est tout au plus un symptôme.

Il est essentiel de reconnaître cette dure réalité : si Hillary Clinton avait été élue en 2016, toutes les forces poussant à la chute de la République américaine ne seraient pas moins puissantes qu'elles le sont maintenant. Ces forces, les divisions partisans exacerbées, la scission du pays entre le bleu démocrate et le rouge républicain, une violente aversion envers le gouvernement fédéral, des choix économiques insoutenables, les crises naissantes de l'approvisionnement alimentaire et de la sécurité environnementale des villes, l'ascension des milices patriotiques de l'extrême-droite antigouvernementale, constituent le sujet de ce livre. L'expérience américaine n'a jamais été conçue pour affronter ce que les États-Unis sont sur le point d'affronter. Quel que soit le président, cette réalité ne changera pas.

Dans son discours de la victoire après l'élection de 2020, Joe Biden annonçait la venue d'« un temps réparateur ». C'était un vœu pieux. Alors même que le président-élu tentait un geste de réconciliation, le président en exercice refusait de concéder sa défaite. Les Américains de gauche, dans les grandes villes, conservent une sorte de foi désespérée dans les institutions de leur pays qui confine presque à l'illusion. Depuis 250 ans, les Américains ont appris que leur pays, dans ses idéaux et dans ses systèmes, serait la solution à l'histoire. Dans ces conditions, il est difficile d'accepter de n'être que des acteurs comme les autres de l'histoire, mi-coupables, mi-victimes.

L'espoir d'une restauration Biden est en effet un espoir évanescant. La présidence de Barack Obama était fondée sur ce que nous appellerons, par politesse, une illusion d'ambition nationale. Il a formulé cette idée de la façon la plus passionnée, la plus pure, lors de son discours d'ouverture à la Convention démocrate de 2004 : « Il n'y a pas une Amérique de gauche et une Amérique conservatrice – il y a les États-Unis d'Amérique. Il n'y a pas une Amérique noire, une Amérique blanche, une Amérique latino et une Amérique asiatique – il y a les États-Unis d'Amérique. » C'était une vision magnifique. C'était aussi un fantasme. Il y a bel et bien une Amérique rouge et une Amérique bleue. Elles investissent des sociétés différentes, avec des valeurs différentes, et leurs partis politiques sont les émissaires de cette différence.

Malheureusement, l'Amérique semble être entrée dans une spirale de la mise en échec, où un système qui s'effondre empêche les réformes de ce même système. Le Congrès n'est même pas capable de s'accorder pour enquêter sur les extrémistes violents qui se sont attaqués à l'édifice où il siège et travaille et qui ont menacé les vies de ses élus. Après les années Trump, les Démocrates ont tenté de panser les blessures infligées aux institutions américaines, mais ils restent dans leur écrasante majorité fidèles aux anciens modes d'existence, aux États-Unis dans lesquels ils ont grandi. Une lecture de la politique actuelle voudrait que les Républicains aient tout simplement pris conscience de l'effondrement des institutions avant les Démocrates. Entretemps, la fenêtre qui permettrait de préserver une Amérique démocratique se referme.

À ce stade, les partis politiques présentent surtout une forme de faux-semblant et de diversion. Il ne s'agit pas ici d'excuser les actes antidémocratiques de certains élus.

En 2021, le représentant de l'Oregon, Mike Nearman, était exclu de la Chambre des représentants de cet État parce qu'il avait ouvert une porte verrouillée aux émeutiers qui avaient pris d'assaut le Capitole. Le Parti républicain comporte maintenant une branche élue et une branche militante armée. Le fait est que les partis et les membres de ces partis ne comptent plus guère. Accuser l'un ou l'autre camp de cette dérive nourrit une forme d'espoir pervers : « Si seulement des Républicains plus modérés étaient au pouvoir... » « Si seulement on pouvait restaurer les liens entre partis tels qu'ils existaient ». De tels espoirs ne sont pas seulement inconsidérés, ils sont aussi irresponsables. Le problème n'émane pas de ceux qui sont au pouvoir, mais des structures de ce pouvoir. Le système américain est un mode de gouvernement archaïque totalement inadapté aux réalités du XXI^e siècle. Il a besoin de réformer ses structures fondamentales, pas seulement de changer de visage.

Les États-Unis ont déjà connu l'incendie. La guerre du Vietnam, les manifestations pour les droits civiques, les assassinats de John Fitzgerald Kennedy et Martin Luther King, le Watergate, autant de catastrophes nationales qui subsistent dans la mémoire contemporaine. Pourtant, les États-Unis n'ont jamais été confrontés à une crise institutionnelle comme celle qu'ils affrontent aujourd'hui. La confiance dans les institutions était bien plus forte dans les années soixante et soixante-dix. Le Civil Rights Act bénéficiait d'un ample soutien des deux partis. Le meurtre de John F. Kennedy fut un deuil collectif, une tragédie nationale. Avec le recul, le scandale du Watergate paraissait être la preuve que le système fonctionnait. La presse publiait des informations sur les crimes d'un président. Les Américains prenaient la presse au sérieux. Les partis politiques estimaient devoir réagir aux révélations de cette corruption.

À l'heure actuelle, rien ne permettrait d'avancer de telles affirmations avec autant de certitude. Le système politique américain est tellement gagné par la rancœur que les missions les plus élémentaires de l'État deviennent de moins en moins possibles. Le système judiciaire perd tous les jours de sa légitimité. À tous les niveaux, la confiance en l'État est en chute libre ou ne peut guère tomber plus bas, comme celle du Congrès, avec des taux d'approbation oscillant autour de 10 %. Rien de tout ceci ne relève de la prédiction ou de la spéculation mentale. Tout cela s'est déjà produit. Au milieu des ruines de l'ordre ancien jaillissent les flammes de la colère brute.

Les enjeux du conflit

Ce livre lance un avertissement. Les guerres civiles sont des guerres totales aggravées d'atrocités, que se livrent non pas des soldats de métier mais des populations entières. Les conflits insurrectionnels sont des guerres du sens, des conflits dans lesquels les idéaux et la vision collective d'un pays se sont décomposés. C'est de par sa nature, parce qu'elle concerne de profonds enjeux de sens, que la guerre entre insurgés est si violente : quand vous combattez pour votre liberté et pour votre âme, que ne ferez-vous pas ?

L'Amérique a été fondée sur cette devise : *E pluribus unum*, De la pluralité vers l'unité. Si l'unité échoue, une multitude de factions différentes en surgira : les Noirs et les Blancs, le Nord et le Sud, les deux côtes et l'intérieur des terres, juifs, chrétiens, musulmans, hindous, mormons, scientologues, la Nation de l'Islam, cinquante États, les Séminoles et les Sioux, les Pieds-Noirs et les Comanches, les immigrants de tous les pays de la terre. Si on le voulait,

on pourrait fracturer l'Amérique de 327 millions de façons différentes.

Les forces qui la déchirent sont à la fois radicalement modernes et aussi anciennes que le pays lui-même. Tout ce qui enfle à la surface couvait dans les profondeurs depuis des décennies, si ce n'est même depuis les tout premiers temps. La révolution sanglante et la menace de sécession sont des composantes intrinsèques de l'expérience américaine. L'Amérique a toujours été sujette à des changements rapides, radicaux. La question n'est pas de savoir si les factions qui composent les États-Unis entreront en conflit, ou même à quoi ressemblera ce conflit, mais quelle Amérique en sortira victorieuse.

Le désir de refuser de voir ce qui nous attend

En un sens, la crise est déjà là. Seuls les incidents déclencheurs sont en suspens. Au cours de la première guerre civile américaine, le discours de l'État de l'Union prononcé par le président James Buchanan précéda la guerre elle-même de cinq mois. Mais sa déclaration – il jugeait la sécession illégale mais ne pouvait rien faire pour s'y opposer – marqua au plan constitutionnel le moment où la scission de l'Amérique et la guerre devenaient inévitables. À partir de là, le pays fut géré par deux systèmes politiques et juridiques distincts. Son unité se fissura, puis il se divisa.

À la veille de la première guerre civile américaine, les individus les plus intelligents, les mieux informés et les plus dévoués de la nation furent incapables de la voir venir. Même quand des soldats confédérés ouvrirent le feu de leur artillerie sur Fort Sumter, le 12 avril 1861, personne

ne croyait la première guerre civile inévitable. Le président confédéré, Jefferson Davis, déclara que cet incident, qui ne fit aucune victime, marquait « soit le début d'une guerre redoutable, soit la fin d'une joute politique ». C'était tout à la fois les deux et ni l'une ni l'autre. La guerre avait commencé plus tôt. La joute politique se poursuivit longtemps après.

À Washington, durant l'hiver 1861, Henry Adams, le petit-fils de John Quincy Adams, déclara que « pas un homme en Amérique ne voulait la guerre civile, ne l'attendait ou ne la voulait ». Le sénateur de Caroline du Sud, James Chestnut Junior, qui fut l'un des protagonistes les plus virulents dans l'avènement de la catastrophe, promit de boire tout le sang versé d'un bout à l'autre du conflit. À l'époque, tout le monde était convaincu qu'il n'aurait même pas pu en boire « un dé à coudre ». Le Nord était si peu préparé à la guerre qu'il ne disposait pas d'armes.

À quel stade exactement la première guerre civile est-elle devenue inévitable ? Cette question est lancinante parce qu'il est impossible d'y répondre. La présence de délégués de Géorgie en Caroline du Sud était nécessaire au Sud pour qu'il réussisse à puiser en lui-même le courage collectif d'une sécession, et si ces délégués géorgiens étaient présents, c'était pour célébrer l'achèvement d'une ligne de chemin de fer entre les deux États. « Si la ligne de chemin de fer de Charleston et Savannah avait été achevée un mois plus tôt ou plus tard, la désunion aurait-elle pu intervenir à un autre moment, et/ou sous une autre forme, ou même jamais ? », se demande William W. Freehling dans *The Road to Disunion* (La voie de la désunion). Un simple mois de retard dans la construction d'une voie ferrée aurait pu éviter la mort de centaines de milliers d'Américains.

Plus un événement est proche, plus les choses semblent évitables. Si Lincoln n'avait pas été élu, y aurait-il eu une guerre ? George Custer, alors élève-officier à West Point, se rappelait avoir vu des Sudistes se diriger vers l'embarcadère du bateau à aubes, pour rejoindre leurs États respectifs : « Trop loin pour échanger des adieux de vive voix, même si la discipline militaire l'avait permis, ils m'aperçurent alors que je montais la garde à pas comptés, purgeant à contrecœur ma punition pour avoir enfreint les règlements militaires, et c'est alors qu'en signe d'adieu, ils me saluèrent en levant leur chapeau », se souvenait-il, « à quoi, jetant d'abord un regard autour de moi pour m'assurer qu'aucun supérieur vigilant n'était dans les parages, je réagis en répondant "présent" de mon mousquet ». Les deux camps, bien qu'unis par la fraternité, se séparèrent avec des saluts et s'en furent avec chagrin. Les hommes de West Point s'étaient querellés, et même battus en duel, sur la question de l'esclavage depuis des années. L'idée qu'ils soient sur le point de s'entretuer semblait absurde.

Mais plus on remonte dans le passé, plus ces événements guerriers paraissent inévitables. Comment aurait-il pu n'y avoir pas de guerre civile après l'épisode sanglant du Kansas, après le débarquement de John Brown à Harpers Ferry ? Comment aurait-il pu n'y avoir pas de guerre civile après que l'élu du Congrès Preston Brooks, propriétaire d'esclaves, eut frappé le sénateur abolitionniste Charles Sumner, avec une canne au pommeau en or, jusqu'à le laisser sans connaissance sur le sol du Sénat ? Comment aurait-il pu n'y avoir pas de guerre civile après que la Caroline du Sud eut refusé d'appliquer les tarifs douaniers fédéraux lors de la crise de nullification de

1832¹ ? Ou les querelles autour des *gag rules* [« règles du bâillon »] prohibant tout débat sur l'esclavage à la Chambre des représentants, de 1836 à 1844 ?

Rétrospectivement, la politique américaine de la « destinée manifeste » (Manifest Destiny) rendait la guerre civile impossible à éviter². Avec l'ouverture des territoires du Missouri, du Kansas, du Texas aux colons, la question de l'Amérique, nation esclave ou libre, exigeait une réponse, or il n'y en eut aucune. L'ouverture de chacun de ces territoires posait en effet une question insoluble : qu'est-ce que l'Amérique ?

Avant la première guerre civile, personne ne vit donc la catastrophe arriver, mais dès qu'elle éclata, elle était frappée d'inévitabilité. Vu de près, les événements actuels nous paraissent troubles et chaotiques, mais si vous observez la réalité, au-delà des manifestations de colère, il n'est pas difficile de comprendre vers quoi ils mènent. L'inertie et l'optimisme sont des forces puissantes. Il est facile de croire que tout finira par se régler. Il est facile de rester fixé, de manière obsessionnelle, sur l'immédiateté du chaos, et de négliger l'étincelle qui pourrait engloutir le pays entier dans un incendie soudain. Personne n'a envie de vivre ce qui nous attend, aussi personne n'a envie de regarder la menace en face. Aux périodes critiques de l'histoire, l'avenir nous dévisage. Nous ne sommes jamais capables de le regarder droit dans les yeux.

1. Dans l'histoire constitutionnelle des États-Unis, la nullification est un principe juridique qui permet à un État fédéré de nullifier, ou invalider, une loi fédérale qu'il juge inconstitutionnelle. En 1832, la Caroline du Sud nullifia les tarifs douaniers fédéraux entrés en vigueur en 1828. *N.d.T.*

2. Cette formule apparue en 1845, fondée dans la Genèse, affirmait le « droit divin », messianique, d'expansion des États-Unis vers l'Ouest. *N.d.T.*

Les préparatifs sont déjà en cours

Certains jugeront qu'envisager la possibilité d'une guerre civile n'est que de l'alarmisme. Tout ce que je puis affirmer, c'est que la réalité dépasse déjà les prédictions les plus redoutables. Imaginez simplement revenir dix ans en arrière en expliquant qu'un président républicain soutiendrait ouvertement la dictature nord-coréenne. Aucun théoricien du complot n'aurait osé en rêver. Ceux qui ont anticipé une telle dérive ne l'ont que vaguement entrevue. Les tendances étaient perceptibles ; leur aboutissement ne l'était pas.

À l'heure actuelle, des shérifs, qui sont des élus, vantent la résistance contre le pouvoir fédéral. À l'heure actuelle, des milices s'entraînent et s'arment afin de se préparer à la chute de la République. À l'heure actuelle, des doctrines défendant une liberté radicale, hors d'atteinte, messianique se répandent sur Internet, dans des émissions de radio, sur les chaînes de télévision câblées ou par la bouche de propagandistes qui haranguent les badauds dans les galeries marchandes. À l'heure actuelle, l'américanisme radical brûle d'arriver à une résolution violente de ses fantasmes politiques. À l'heure actuelle, la foi en la démocratie est en miettes. Au lendemain de l'élection de Joe Biden, un sondage de l'institut YouGov constatait que 88 % des Républicains ne croyaient pas qu'il l'eût emporté de façon légitime.

Les services de renseignement d'autres pays préparent des dossiers sur les scénarios éventuels d'un effondrement de l'Amérique. Les gouvernements étrangers doivent se préparer à une Amérique post-démocratique, à une superpuissance autoritaire, et par conséquent beaucoup moins stable. Ils doivent se tenir prêts à une Amérique fracturée,

tellement minée par ses crises internes qu'elle sera incapable d'élaborer des politiques intérieures ou étrangères, et encore moins de les mettre en œuvre.

L'objet de ce livre est de donner au lecteur l'accès à ces mêmes informations prédictives. Ces dépêches sont des projections, et non des fantasmes. La prochaine guerre civile américaine n'est plus de la science-fiction. Les plans de la première bataille ont déjà été dressés. Et pas par des romanciers. Par des colonels.

PREMIÈRE DÉPÊCHE

La bataille du pont

Avant le début de la tuerie, le soulèvement a des airs de fête. Au bord du fleuve, près du pont, les patriotes anti-gouvernementaux se regroupent autour de feux de joie. Au cours de leur soirée de rassemblement éclairés à la lumière des torches, dans une atmosphère chargée, entre la fumée des effigies qu'ils brûlent et leurs slogans (« Ce président n'est pas le mien », « L'Amérique aux Américains » et « Ce pont restera ouvert »), les membres des milices attisent leur frénésie nocturne, retransmise en direct, et cela s'achève toujours sur des rafales d'armes automatiques tirées en l'air. Leurs costumes sont de bric et de broc, comme leurs idéologies : Boogaloo Boys en chemise hawaïenne¹, néo-confédérés avec leur panoplie complète, miliciens habillés comme s'ils sortaient chasser le cerf. Comme toujours, le shérif est vêtu de son uniforme : pantalon noir au pli impeccable, chemise sable, Stetson noir. Il est sur les lieux, avec ses adjoints, pour garantir l'ordre, mais il est surtout la figure de proue de la manifestation, l'homme qui a défié l'État fédéral au

1. Les Boogaloo Boys, ou Bois, forment un mouvement d'extrême-droite né sur Internet, qui appelle à la seconde révolution américaine. Certains ont été inculpés dans la tentative d'enlèvement de la gouverneure de l'Illinois, Gretchen Whitmer, en 2020. *N.d.T.*

nom du mode de vie américain, le combattant de la liberté, le rebelle. Les rires montent avec les volutes de fumée des feux de camp. Il y a de la jubilation dans cette fraternité, de l'allégresse dans ce spectacle.

Derrière la limite du comté, les troupes fédérales attendent en silence. L'humeur est sombre. Le général à la tête de cette opération à spectre complet sur le front de l'intérieur a reçu des ordres¹. Ce moment a tout de même quelque chose d'écœurant. Le général ne craint pas l'ennemi. Ces manifestations évoquent plus Halloween qu'un mouvement politique, elles attirent toute une cohorte bigarrée de fanatiques en colère aux allures un peu grotesques. Le shérif lui-même a un peu des airs de paumé, comme si le premier qui ferait s'envoler son Stetson noir d'un revers de main allait lui tirer des larmes. Les patriotes antigouvernementaux sont équipés d'armes automatiques, d'engins explosifs de fortune et d'armements divers fabriqués de leurs mains, notamment des grenades à propulsion trafiquées et des drones improvisés. Le général sait que leur puissance de feu, certes impressionnante pour des civils, ne pèsera pas lourd contre une armée professionnelle. Il dispose d'hélicoptères Apache et de Marines.

L'Armée de l'Interstate, comme CNN a baptisé les forces des patriotes antigouvernementaux massées près du pont,

1. Le colonel qui m'a présenté la planification de ces opérations à spectre complet sur le front de l'intérieur n'a accepté de parler que sous condition d'anonymat, en raison des menaces dont il était la cible. Après avoir appris son implication dans l'élaboration de scénarios d'intervention sur le front de l'intérieur, des patriotes antigouvernementaux ont planté des pancartes dans son quartier, avec sa photo, demandant pourquoi il projetait de s'attaquer aux libertés dans son pays. Le FBI, et surtout son épouse, avaient des craintes pour sa sécurité. Je lui sais gré de son courage, et d'avoir accepté de me parler.

menace le pouvoir souverain des États-Unis. Pourtant, le général a des doutes. Font-ils peser une réelle menace sur l'Union, ou ne sont-ils qu'une bande de hooligans qui se défoulent ? S'agit-il de traîtres ou de festivaliers à la dérive ? La décision de déployer des soldats américains sur le point de verser le sang d'autres Américains diffère fondamentalement d'une opération de police. Le général est sur le point de faire la guerre à des citoyens américains, qui ont un droit à la liberté d'expression et d'association et celui de posséder des armes, garanti par la Constitution.

Quel effet aurait un tel bain de sang ? En matière de contre-insurrection, il y a une leçon constante à retenir des soixante dernières années de l'expérience américaine : si vous êtes vaincu, vous êtes vaincu. Si vous êtes vainqueur, vous êtes tout de même vaincu. Malgré cela, le général a des ordres. Il n'a pas d'autre choix que d'engager une nouvelle guerre civile. Tout le monde considère qu'il n'a pas le choix.

Quand l'extrême-droite se prépare à la guerre civile

Aussitôt après l'élection de Joe Biden, les appels à la résistance armée active contre l'État fédéral ont connu une recrudescence. Plusieurs conseillers juridiques du président sortant ont appelé à des actes de violence contre les responsables des opérations électorales. Michael Flynn, général en retraite de l'US Army, un allié de Trump, a repris dans un tweet le communiqué de presse d'un groupement conservateur basé dans l'Ohio appelant à une « forme limitée de loi martiale ». Plus tard, le même Flynn approuverait l'idée d'un coup de force, à l'exemple de ce qui s'est passé au Myanmar en 2021. Un orateur dans un meeting animé par

Donald Trump fils a déclaré : « Il faut se tenir prêt à bientôt ouvrir le feu. » Cette rhétorique de la violence avait beau être d'une intensité inédite, le message ne l'était pas. Depuis 2008, les conservateurs américains se sont activement préparés à une guerre civile. Ils s'y sont préparés mentalement en prédisant un tel conflit et en simulant des scénarios. Ils s'y sont préparés matériellement en s'entraînant et en se procurant des armes.

Il serait désormais erroné de définir les partisans de la guerre civile comme faisant partie de l'« extrême-droite ». Avant 2008, seuls les groupes les plus extrêmes aux marges du mouvement conservateur entretenaient des convictions sécessionnistes. À présent, la rébellion violente contre l'autorité fédérale fait partie des opinions dominantes. Le 12 septembre 2016, alors que le consensus sur l'imminence d'une victoire d'Hillary Clinton était plus ou moins sans faille parmi les experts électoraux, Matt Bevin, gouverneur républicain du Kentucky de 2015 à 2019, multipliait les allusions sans fard à une résistance violente. « Hier, je donnais une interview, et on m'a demandé : "Croyez-vous possible, si Hillary Clinton devait remporter cette élection, croyez-vous que nous serions capables de survivre, que nous, notre nation, serions jamais en mesure de nous en sortir ?" », déclara-t-il devant son auditoire au Values Voter Summit, rencontres annuelles organisées à Washington par des groupes qui défendent le conservatisme social. « Je sais que certains sont venus prendre la parole à cette tribune pour dire que nous en serions incapables, et pour ma part, je serais d'un autre avis. Je crois en effet que ce serait possible, mais à quel prix ? À quel prix ? Par quoi sont irriguées les racines de l'arbre de la liberté ? Par le sang de qui ? Des tyrans, oui, certainement, mais par qui d'autre encore ? Par le sang des patriotes.

« Quel est le sang qui risque de couler ? Cela pourrait être celui de certains d'entre vous, dans cette salle. Cela pourrait aussi être le sang de nos enfants et de nos petits-enfants. »

Ce ne sont pas les propos d'un illuminé déblatérant dans un post sur Facebook, ou d'un théoricien du complot qui proférerait de noires absurdités au coin d'une rue. Il s'agit du gouverneur du Kentucky, appelant à une insurrection sanglante.

Depuis les années 1990, de vagues prédictions sur l'effondrement de la République ont été l'un des sujets centraux de quantité de débats sur les stations de radio de droite et d'extrême-droite. Et les chaînes de télévision de ces mêmes mouvances ont lancé des appels bien plus nets à la désunion. « Ce pays va droit vers une guerre civile entre deux camps qui se détestent, et si Robert Mueller en avait envie, rien ne l'empêche d'appuyer sur le gros bouton rouge, au milieu de la table, déclarait Sean Hannity sur Fox News, le 2 avril 2018. Et si Robert Mueller est assez vantard, assez arrogant, assez assoiffé de pouvoir et assez corrompu pour appuyer sur ce bouton rouge, il déclenchera une bataille comme ce pays n'en a encore jamais vu.¹ »

Le récit d'une guerre civile future est un genre de fiction bien plus répandu qu'on ne l'imagine, et presque exclusivement le propre de l'extrême-droite. Dans cette veine, la sécession du Texas hors de l'Union en constitue une facette particulièrement féconde. Le conflit armé avec le gouvernement fédéral est aujourd'hui aux États-Unis un fantasme des plus populaires. Parfois, les apprentis-guerriers savent pertinemment qu'ils sont dans le pur simulacre. Dans le

1. Robert Mueller, ancien directeur du FBI (2001-2013), était procureur spécial de l'enquête sur l'ingérence russe dans l'élection de 2016. *N.d.T.*

MilSim tel qu'il se pratique en Amérique, une forme de sport extrême qui mêle la reconstitution historique à une simulation de l'action militaire visant à se rapprocher le plus possible du combat au corps-à-corps, les scénarios d'insurrection fournissent des contextes plausibles. En revanche, un bon nombre d'Américains n'ont pas du tout conscience d'être dans la fantasmagorie. En 2015, Jade Helm 15, un exercice militaire de routine qui se déroulait dans le sud des États-Unis, engendra un vaste écheveau de théories du complot. Des millions de gens ont cru que leur gouvernement préparait le peuple américain à une invasion chinoise. D'autres étaient convaincus que l'opération coïnciderait avec une collision d'astéroïde. Alex Jones, l'animateur du site complotiste Infowars, affirmait que le mot *helm* (« casque » ou « heaume », en français) était en réalité un acronyme pour Homeland Eradication of Local Militants (Éradication des militants locaux sur le territoire national). Le gouverneur du Texas, Greg Abbott, apparemment influencé par l'idée que le gouvernement fédéral était sur le point de prendre le contrôle du Texas par la force, envoya la garde de l'État surveiller les opérations de cet exercice militaire. Les canaux de la désinformation alimentent un réel pouvoir : des fantasmes générés sur Internet transitent par les médias conservateurs et pénètrent dans l'espace de l'action publique. Des visions fantasmagoriques imprègnent la réalité politique. Le gouverneur du Texas réagit en mobilisant ses soldats contre des théories dénuées de tout fondement réel.

Le fantasme d'une guerre civile s'est taillé une place à tous les niveaux de la structure du conservatisme américain : groupements radicaux, personnalités des médias, élus. Il suffira d'un symbole, d'un appât, pour activer leur colère, leur sentiment d'être exposés à une menace,

pour concentrer toutes leurs convictions dans le fantasme d'une violence purificatrice.

Le pont

Lorsque les combats auront commencé, personne ne se souviendra de l'enjeu initial : l'accès à un pont. Un pont sans importance, un lieu très éloigné des hauts faits de l'excellence humaine emblématiques de tout ce qu'a pu accomplir l'Amérique. Ce n'était ni le pont de Brooklyn, ni le Golden Gate, mais un petit pont à deux voies auquel personne n'avait pris la peine de donner un nom, franchissant une rivière que les habitants d'un petit comté rural doivent traverser, des gens qui honnissent le pouvoir fédéral et ont décidé de ne plus obéir à ses lois. Ce pont ferait un symbole parfait pour l'ultra-droite.

Rien n'incarne mieux la décadence du gouvernement fédéral américain que ses ponts. Sur les 617 087 ponts d'Amérique, près de 40 % ont cinquante ans ou plus. Les États-Unis ont construit des miracles d'infrastructure, après quoi ils ne se sont plus souciés de les entretenir. Ces travaux de maintenance réclament des fonds, et personne ne remarque un pont qui n'est pas dangereux. Actuellement, les retards accumulés pour les travaux de réhabilitation de ces ponts s'élèvent à 171 milliards de dollars. En 2016, près d'un pont sur dix en Amérique souffrait de défauts structurels. Le pont qui constituera l'incident déclencheur de la première bataille de la prochaine guerre civile pourrait être l'un d'eux.

C'est sur ce pont en particulier que des agents de la Federal Highway Administration, chargés de l'entretien de ce qui composait auparavant le réseau des Interstate, des

routes fédérales et des routes d'État, se présentent pour une inspection de routine. Ils découvrent du béton qui s'effrite, des dégâts causés par des infiltrations d'eau à cause de joints d'étanchéité inadaptés et des plaques de gousset érodées qui pourraient arracher des rivetages entiers. Ils n'ont pas d'autre choix que d'ordonner aux inspecteurs du comté de fermer l'ouvrage pour des raisons de sécurité des usagers. Qui plus est, les réparations ne seront pas simples. Avant d'engager des réparations, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) exige une évaluation environnementale. En raison de coupes budgétaires et de retards dans les chantiers d'infrastructure, l'EPA ne sera pas en mesure d'arrêter un calendrier ferme. Pendant ce temps, le pont sera barré par des plots en béton et des chevaux de frise. Les automobilistes et les camionneurs seront contraints d'effectuer un long détour.

Un matin, à son réveil, le shérif découvrira que ses administrés sont furieux. Pour les habitants du comté, la politique ne comptera guère, tout cela leur passera même au-dessus de la tête. Ils seront juste furibonds de ne plus avoir leur pont. Lorsque le shérif entrera dans le bar-restaurant de la rue principale, à côté des bureaux du comté, ses électeurs vont l'enguirlander. À quoi sert un gouvernement, auquel on paie des impôts, si ce n'est à maintenir les ponts ouverts ?

Immergé dans les sites Internet d'extrême-droite et membre actif de la Constitutional Sheriffs and Peace Officers Association, organisation politique qui compte 300 membres des forces de l'ordre et considère que les forces de police fédérales doivent être les subordonnées des autorités locales (dans le droit-fil du principe de nullification évoqué plus haut), ce shérif décide alors de se transformer en héros. Dans un accès d'indignation et avec l'impression de

véritablement servir la collectivité, il grimpe aux commandes d'une pelle hydraulique, écarte les plots en béton, repousse les chevaux de frise et rouvre le pont indûment fermé. Un correspondant local de Fox News couvre la scène, et cela donne un superbe reportage de télévision : le shérif au visage hilare manœuvre son engin de levage avec lequel il dégage les blocs de béton. C'est déjà son premier délit, puisqu'il ne possède pas de permis pour conduire des engins lourds de ce type. Dans l'interview qui suit l'opération de dégagement du pont, il se tient bien droit face caméra, dans son uniforme empesé aux plis impeccables. Et il garde son Stetson vissé sur sa tête.

« Pourquoi avez-vous rouvert le pont, shérif ? lui demande le journaliste.

– J'ai bien peur que les éminents représentants de la Federal Highway Administration et de la soi-disant Agence de protection de l'environnement ne comprennent rien aux besoins des gens de ce comté. Moi, si.

– Vous attendez-vous à avoir des ennuis du côté du gouvernement fédéral ? »

Le shérif sourit.

« Je me souviens que Ronald Reagan a dit un jour que les neuf mots les plus terrifiants de la langue anglaise sont : *"I'm from the government and I'm here to help"* (Je représente l'État et je suis ici pour vous aider).

– Shérif, avez-vous pu dialoguer avec la Federal Highway Administration ou avec l'EPA ?

– Je ne pense avoir besoin de dialoguer avec eux. D'après moi, notre droit à l'interposition est clairement établi¹.

1. Selon la théorie juridique de la nullification, un État fédéré a un devoir d'interposition face à l'État fédéral si les lois qu'il promulgue sont jugées inconstitutionnelles. *N.d.T.*

– Que répondez-vous à ceux qui disent que le pont n’est plus sûr ? »

Le shérif hausse les épaules.

« Nous sommes dans un pays libre. N’importe qui peut choisir d’emprunter ce pont ou non. Vous savez, mon papy m’a toujours dit que la vie même n’était jamais sûre. »

Après cette dernière remarque à propos du « papy », les grands médias reprennent le reportage. Les chaînes nationales s’emparent du mélodrame du pont : l’émission *The Late Show*, animée par le très caustique et très populaire Stephen Colbert sur NBC, se gausse des conservateurs et de leur foi dans « le droit que Dieu nous a accordé de mourir dans l’effondrement d’un pont ». Tucker Carlson, sur Fox News, se lance dans une diatribe de dix minutes sur les raisons qui expliquent pourquoi les médias de gauche n’hésitent désormais plus à se moquer des forces de l’ordre. Ils malmènent ce shérif, conclut-il, parce que c’est un représentant du pouvoir qui, pour changer, a agi dans le sens de ses concitoyens. Le *Wall Street Journal* publie un éditorial intitulé : « Un nouvel Horatio sur un vieux pont¹ ». D’emblée, le shérif divise l’Amérique, suivant les lignes de fracture qui la scindent déjà.

Le point de vue d’un shérif défenseur de l’interposition

Point n’est besoin d’imaginer ce personnage de shérif rebelle. Il en existe déjà une version bien réelle.

1. Allusion à un poème de Macaulay jadis étudié par les écoliers américains. Un soldat, Horatio, ou Publius Horatius, défend Rome contre les Étrusques au Pons Sublicius, sur le Tibre, et crie à ses compatriotes de couper le pont derrière lui. *N.d.T.*

Richard Mack, le fondateur de la Constitutional Sheriffs and Peace Officers Association, reste fier d'avoir rouvert un pont fermé quand il occupait les fonctions de shérif du comté de Graham, dans l'Arizona, entre 1988 et 1996. « Nous avions un pont dans l'est du comté et deux administrations fédérales nous ont expliqué que nous ne pouvions pas le réparer », se souvient-il, d'une voix enjouée, sur un ton encore plein de mépris. « L'EPA et le Corps du génie de l'armée de terre nous ont dit que nous ne pourrions le réparer tant qu'ils n'auraient pas terminé leur étude d'impact environnemental. En fait, leur étude s'est prolongée dix, onze mois. Et les commissaires du comté ont fini par faire preuve de courage en votant à l'unanimité pour la réparation du pont. Ensuite, le gouvernement fédéral a menacé d'arrêter les commissaires du comté et tous les ouvriers chargés de la maintenance sur le site. Moi, je leur ai dit : "Je suis capable de m'entendre avec tout le monde, mais vous autres, vous n'arrêterez personne sur le territoire de mon comté. Les gars, si vous tentez d'arrêter quelqu'un dans mon comté, moi, je vous arrête. Rien ne vous autorise à venir ici essayer de nous empêcher de réparer un pont." » Richard Mack croit à la doctrine de l'interposition – « une manière de faire obstacle » –, au devoir du shérif de résister aux abus de l'État central. « Les pères fondateurs ont mené une guerre pour s'opposer aux abus étatiques », ajoute-t-il. Dans l'affaire *Cooper v. Aaron* (1958), un épisode judiciaire de la déségrégation, la Cour suprême a rejeté la constitutionnalité de l'interposition, que ce soit au niveau du comté ou de l'État. Pourtant, cette décision claire et nette n'a en rien réfréné l'adhésion à cette idée parmi les forces de l'ordre au plan local.

Richard Mack n'est pas le seul à défendre ses convictions concernant les pouvoirs dévolus au shérif. La Constitutional

Sheriffs and Peace Officers Association compte presque 5 000 membres. Leur pedigree est très exactement celui de patriotes antiétatiques dotés d'un pouvoir. « Le FBI possède très peu d'autorité dans le comté », affirme-t-il, son rôle étant limité, comme il se doit, à des enquêtes relatives à la contrefaçon, la trahison, la protection des frontières, à des actes de piratage et de violation des traités. Pour lui, le shérif est un personnage sacré investi d'un rôle constitutionnel de résistance à l'autorité fédérale. « Le gouvernement fédéral n'est pas censé être imposant, dit-il. Le gouvernement fédéral a été conçu pour être limité et impuissant. » Et les shérifs élus dans tous les États-Unis sont là pour veiller à cette impuissance, croit-il.

Les États-Unis ont toujours eu la résistance au gouvernement dans le sang. Et cette résistance se fait plus audible et plus farouche.

Les conséquences politiques de la pollution de l'information

La prochaine guerre civile sera une guerre du sens. La division commence dans les systèmes d'information : les médias, la machinerie de la politique électorale, Internet et les réseaux sociaux. Depuis l'origine de ces réseaux, toutes les études sur leur viralité ont montré qu'après l'impression de choc, le sentiment d'indignation est le plus fort moteur de trafic. Quand vous associez la puissance de l'indignation au faible risque de jugement pour ceux qui sont retranchés derrière un écran, ce que les psychologues appellent « la réduction de la détresse empathique » – l'inhumanité foncière que permet l'Internet sans visage –, vous disposez d'une machine de déshumanisation très puissante, quels que

soient les contenus qu'elle absorbe. Ce phénomène n'est pas limité aux seuls États-Unis. Les mêmes effets ont été relevés au Bangladesh, au Moyen-Orient et ailleurs, et ils ont eu des tueries de masse pour conséquence.

Puisque la colère alimente les réseaux d'information, réseaux qui créent du sens, personne ne devrait être surpris de ce qu'au XXI^e siècle, les shérifs américains trahissent une telle appétente à afficher leur colère. Ils veulent accéder à la célébrité. En 2017, un shérif de l'Arizona, Joe Arpaio, ignore les injonctions fédérales lui interdisant d'organiser des « rafles d'immigrants », et pourtant, même après sa condamnation pour entrave à la justice, il a été gracié par le président Trump. C'est sa renommée qui lui a valu cette grâce présidentielle. En 1993, déjà, il avait créé un pénitencier sous la forme d'un village de tentes, un camp de détention où l'humiliation des condamnés constituait la principale méthode de prévention du crime : il avait insisté pour que les détenus portent des sous-vêtements roses. En tournée de promotion pour son livre paru en 1997, *Joe Arpaio : le shérif le plus dur d'Amérique*, il avait mis en vente des menottes roses. Arpaio n'est d'ailleurs pas le seul dans ce cas. Un autre shérif adorateur de Trump portait vingt-deux médailles militaires chaque fois qu'il intervenait dans les médias, alors qu'il n'a jamais servi dans les forces armées.

Les réseaux d'information américains sont devenus des machines à polarisation. Ils fonctionnent sur la colère, par la colère, pour la colère. La force de la viralité est indissociable de celle de la discorde. Le pouvoir du spectacle est le moteur de la politique américaine, à droite comme à gauche. Ce spectacle appelle sans cesse à la surenchère. Il déforme toute perspective. Il transforme des problèmes véniels, mineurs, comme la fermeture d'un pont en zone

rurale, en sujets capitaux, comme celui de l'autorité du pouvoir fédéral.

Le spectacle du shérif

Dès que le shérif devient une célébrité, le Shérif, le pont devient un catalyseur permanent de l'attention médiatique.

Le Shérif s'exprime sans détour sur Fox News quant à la nécessité de brider le gouvernement fédéral et au besoin irrésistible de défendre la liberté. « Ce pays ne s'est pas bâti en fermant des ponts, déclare-t-il. Ce pays n'a pas été construit par des bureaucrates. Et ce pays n'a pas non plus été construit par des hommes qui écoutent ce que racontent les bureaucrates. » Il deviendra automatiquement un héros des émissions de débat à la radio ou sur les chaînes d'information câblées, et sera régulièrement reçu dans leurs émissions en soirée. Le Shérif prendra aussi volontiers la parole sur des sites de nationalistes blancs et de défenseurs des origines blanches et européennes de la population américaine.

Inévitablement, il se transforme en véritable mème Internet, haché menu, parodié, « pornifié », mis en musique, idolâtré, diabolisé, vénéré, repris dans des pastiches de films d'horreur, de vieux feuilletons télé ou d'autres mêmes passés : en somme, il devient une icône de plus, à démolir et à reconstituer. Pour les gens de gauche, c'est un autocrate terrifiant, un emblème de la fracture du pays. Pour les courants dominants du conservatisme, il représente la défense d'un certain type de gouvernement, aux pouvoirs limités. Pour la nébuleuse à grand spectacle des stations de radio de débat, il a le don de tourner en dérision l'ordre politique, et les débats agités qu'il suscite génèrent de forts indices

d'écoute. Quant aux franges de l'extrême-droite, elles en font carrément un héros.

Lorsqu'il s'exprime dans la grande presse de référence, le *New York Times* et le *Washington Post*, il a tendance à se montrer poli et modéré, en jouant sur un registre rural et bon enfant. « Je voulais juste secouer un peu les gens, dit-il au *Boston Globe*. Je trouve que cela fait partie de mon travail de ne pas enquiquiner les gens.

– Mais vous enquiquinez le gouvernement.

– J'imagine, oui. Je ne pense pas avoir beaucoup d'amis à Washington, par les temps qui courent. Mais pour moi, je crois que cela fait aussi partie de mon travail d'empêcher le gouvernement d'enquiquiner les gens. »

Avec Fox News et d'autres médias très marqués à droite, il se veut plus sérieux, moins plaisantin. Il évoque sincèrement la nécessité de réfréner le gouvernement fédéral et la volonté de restaurer la liberté. Un jour, l'un de ses interviewers se lance dans un long monologue sur l'instrumentalisation que fait le gouvernement de l'EPA et d'autres administrations fédérales pour favoriser les intérêts des Noirs et des juifs par rapport à ceux des Blancs, et le Shérif n'émet aucun commentaire, excepté : « j'entends ce que vous dites ». Jamais il n'approuve ou ne désapprouve, ce qui permet aux grands médias de le traiter autrement que comme un personnage à la marge.

« Quand le FBI viendra vous chercher, que ferez-vous ? lui demande Geraldo au cours d'une émission en direct.

– Eh bien, cher monsieur, si le FBI venait arrêter quelqu'un dans ce comté, il faudrait d'abord que leurs agents consultent le Shérif.

– Et là, je crois que vous êtes bien introduit.

– J'ai l'impression, en effet, cher monsieur, de connaître assez bien le Shérif. »

Toujours à l'aise, toujours dans son uniforme repassé de frais et empesé, toujours coiffé de son Stetson, le Shérif est à la fois une caricature et une légende. Il semble d'une humilité aussi insondable que son arrogance, sa force de caractère et ses manières rigides sont contrebalancées par une vulnérabilité très perceptible dans son regard. L'impression que dégage cet homme est celle d'un rebelle tranquille, pour qui le monde va être emporté, pour qui la dernière lueur d'humanité et de probité est sur le point de s'éteindre, et qui serait le seul à faire rempart face une lame de fond qui menace d'engloutir l'univers. Et la moitié du peuple américain est en adoration devant lui.

Il incarne d'emblée deux mêmes d'un seul coup. Dans le premier, celui du « papy », d'un côté, un journaliste lui pose une question terriblement compliquée ou insoluble – « Comment surmonter la crise environnementale tout en préservant la croissance économique et en réduisant les inégalités de revenus ? » ou « Pourquoi un Dieu aimant et tout-puissant laisse-t-il des enfants mourir du cancer ? » – et, dans l'image suivante, le Shérif répond : « Papy disait... » Dans l'autre même, censé incarner la placidité et la sérénité, l'image du Shérif en position « au repos » est affichée dans des situations encore plus ridicules : au sommet d'une montagne, en star du porno des années 1990 en pleine orgie, dans une scène de *Saw*, la série gore.

Des milices s'infiltrèrent peu à peu dans le comté du Shérif. Et ces hommes apportent avec eux des étendards qui n'ont rien du drapeau américain.

Comment penser l'ultra-droite américaine

Dans ces dépêches, j'emploie la formule « patriote anti-gouvernemental » pour décrire la droite dure aux États-Unis. Je crois que cette formule traduit le lien fondamental qui existe entre des groupes extrêmement différents. Ils détestent le gouvernement fédéral mais ils adorent leur pays. L'intensité de leur haine du gouvernement est leur façon d'exprimer leur amour pour leur pays. Ils croient que l'autorité fédérale détruit la véritable Amérique.

Cette conviction profonde s'exprime à travers des centaines, si ce n'est des milliers de manières différentes. Suivre les convictions changeantes de cette ultra-droite requerrait des analyses au jour le jour, parfois même un suivi d'heure en heure. Les théories du complot disséminent sans relâche leurs métastases dans la trame du conservatisme américain. Lorsque vous lirez ces lignes, les Boogaloo Boys auront déjà changé de nature. Ils ont vu le jour en groupe de la droite dure défenseur du pouvoir blanc ; ils ont connu une scission entre une aile prônant la guerre raciale et une autre, libertarienne. Certains de leurs militants ont récemment fait leur apparition en soutien de manifestations de Black Lives Matter. Dans le même ordre d'idées, QAnon, une vaste théorie du complot fondée sur la conviction que des dirigeants démocrates de haut niveau ont été impliqués dans des réseaux structurés de pédophiles, s'est mué en une constellation conspirationniste autour de « l'État profond ». Ces idéologies sont fragiles tout en se révélant étrangement durables ; elles se volatilisent et se reforment constamment.

En Amérique, à l'heure actuelle, la droite dure englobe aussi bien des hommes et des femmes proches des mouvances

conservatrices partisanses d'un État restreint que des criminels et des fous. Les raisons qui motivent leur haine du gouvernement varient. Il y a parmi eux des contestataires de la fiscalité qui jugent l'impôt sur le revenu illégitime, et des citoyens souverains (qui contestent aussi bien la légitimité des lois étatiques que celle de l'impôt) et considèrent que le Quatorzième Amendement (qui garantit la citoyenneté américaine à toute personne née sur le territoire des États-Unis) ne possède aucune validité. Les différences de style comptent aussi. L'*Alt-right*, ou droite alternative américaine, est d'un racisme policé. Le Ku Klux Klan ne l'est pas. Il existe des absolutistes du Deuxième Amendement, et il y a aussi des Minutemen¹, des partisans de la rébellion du Sagebrush² et des miliciens frontaliers. Même au sein de l'aile partisane du pouvoir blanc de ce mouvement patriote antigouvernemental, on rencontre des suprémacistes blancs, des nationalistes blancs, des identitaires blancs et des néo-nazis, aucun d'eux ne partageant exactement les mêmes motivations ou le même mode d'action. Nombre de ces courants de pensée s'affrontent les uns les autres. Ils se recoupent souvent. Mais aucun d'eux ne requiert l'adhésion aux autres. Il est possible de vouer aux gémonies l'implication du gouvernement fédéral dans les terres du domaine public sans être également nationaliste blanc ou même raciste. Il existe des citoyens souverains (Sovereign citizens) qui sont noirs.

1. Fondés en 1967, les Minutemen, groupe anticommuniste, s'inspiraient de la milice patriotique des Treize Colonies qui combattirent pour l'indépendance des États-Unis. *N.d.T.*

2. Dans les années 1970, la rébellion du Sagebrush revendiquait la dévolution des territoires fédéraux au niveau local, ou leur privatisation. *N.d.T.*

Au lieu d'appliquer une idéologie cohérente, ou un ensemble d'idéologies, cette ultra-droite propose toute une palette de sensibilités « à la carte ». Chaque individu compose son menu à sa guise : pouvoir blanc, identité chrétienne, inviolabilité du Deuxième Amendement, refus de l'impôt, conviction de l'illégitimité du gouvernement fédéral. Les théories du complot fleurissent, s'entrecroisent et se dissocient. De nouvelles factions surgissent tous les deux mois. Les milices émergent d'un sentiment général antigouvernemental qui en compose la vaste base de soutien, soit un bon tiers du pays. Cette base est le terreau où germent les extrémistes de l'intérieur.

Ne prenez pas cette incohérence intellectuelle pour de la faiblesse. Le pouvoir des patriotes antigouvernementaux est réel et croissant. La droite dure est bien plus forte et plus violente que nombre de gens veulent bien l'admettre. Une étude de l'Institute for Family Studies réalisée en 2018 suggérait que près de 11 millions d'Américains « partagent les positions » de la seule Alt-droite. La vaste majorité des actes de terrorisme commis aux États-Unis émanent de cette droite dure, et la Base de données du terrorisme de l'université du Maryland montre que le nombre d'incidents terroristes aux États-Unis a triplé depuis 2013. Au cours de ces décennies où l'Amérique était obsédée par l'ascension du terrorisme islamiste au Moyen-Orient, elle n'a pas su repérer l'essor de son homologue, né sur son sol, l'Américanisme radical, un Daech de poche, surgi du giron même de ses États ruraux.

Le Centre d'études stratégiques et internationales, organisme bipartisan, concluait en 2020 que « le terrorisme d'extrême-droite a nettement surpassé le terrorisme d'autres types d'activistes, y compris les réseaux d'extrême-gauche et les individus inspirés par l'État islamique et al-Qaïda. [...]

Des extrémistes de droite ont perpétré les deux tiers des attentats et des complots en 2019, et plus de 90 % de ceux fomentés entre le 1^{er} janvier et le 8 mai 2020 ». Les succès du terrorisme d'extrême-droite ont renforcé le courant accélérationniste¹ : le désir de précipiter une guerre civile en incitant au chaos par la violence. Deux organisations néo-nazies, l'Atomwaffen Division (dont l'appellation reprend le vocable allemand désignant les armes atomiques) et The Base, une version suprémaciste blanche d'al-Qaïda, promeuvent le terrorisme dans le cadre d'un plan cherchant à instaurer un ethno-État blanc, après un effondrement systémique des États-Unis.

Les mouvements marginaux de patriotes antigouvernementaux sont eux-mêmes déjà de taille respectable. Une estimation basse du nombre de citoyens souverains aux États-Unis évalue leur nombre à 300 000 individus : il s'agit de ceux qui, par principe, refusent de déclarer leurs revenus, un délit pénal. Pour resituer ce courant dans une perspective, à son sommet, le Weather Underground comptait 1 000 membres, selon les estimations². Quant au Black Panther Party³, il

1. Ce courant prône une accélération du capitalisme, vers une transformation radicale de la société. Il s'inspire notamment du marxisme, de *La volonté de puissance*, de F. Nietzsche et de la déterritorialisation chère à Deleuze et Guattari. L'accélérationnisme de gauche vise une équité libératrice, et l'accélérationnisme d'extrême-droite mise notamment sur une exacerbation des conflits raciaux. *N.d.T.*

2. Né en 1969 de la protestation contre la guerre du Vietnam, le Weather Underground, dont le nom s'inspire du « Subterranean Homesick Blues » de Bob Dylan, organisa des attentats. Ils se délitèrent peu à peu au début des années 1980, certains de ses dirigeants furent graciés par R. Reagan en 1981, et Bill Ayers, leur cofondateur, termina sa carrière comme professeur à l'université de Chicago. *N.d.T.*

3. Fondé en 1965, ce mouvement de « libération afro-américaine » eut notamment pour chef de file Eldridge Cleaver, qui se réfugia à Alger avec

aurait atteint les 10 000 membres, chiffre très contestable ; ses chefs de file parlaient beaucoup de la nécessité de la violence, mais passèrent très peu à l'acte. Tout le pouvoir qu'ils réussirent à exercer se limitait à leur participation à quelques commissions locales, à Oakland, en Californie. Le Black Panther et le Weather Underground semèrent la panique dans les années 1970, s'attirant une riposte écrasante de la part du FBI. Les citoyens souverains, et le mouvement patriote antigouvernemental dans son ensemble, sont bien plus nombreux ; ils sont armés, impatientes de voir le gouvernement fédéral tomber, et ils tuent régulièrement plusieurs dizaines de personnes tous les ans. En 2012, le FBI a inscrit ce mouvement en tête de sa liste des menaces terroristes de l'intérieur.

Les citoyens souverains se croient souverains par définition, et considèrent par conséquent ne pas avoir à respecter les lois que votent les chambres ou l'autorité des forces de l'ordre. À leurs yeux, le gouvernement fédéral est une entité fictive qui exerce son pouvoir en débordant du cadre constitutionnel, à seule fin de maintenir les citoyens américains dans l'esclavage. Leurs conceptions sont restées cantonnées dans les marges extrêmes de la politique américaine jusqu'à la crise financière de 2008 et l'élection de Barack Obama. Ensuite, leur expansion est devenue explosive. La chute du pouvoir d'achat et l'essor de tout un imaginaire multiculturel : voilà de quoi les citoyens souverains sont le produit.

Les patriotes antigouvernementaux et les citoyens souverains qui en forment la frange la plus extrême sont le reflet le plus manifeste de la perte du privilège blanc aux États-Unis.

Timothy Leary, psychologue et expérimentateur thérapeutique du LSD, puis à Paris dans les années 1970, et se rapprocha des Républicains, puis du moonisme. *N.d.T.*

Alimentés par la perte de confiance dans le rôle de l'État et par un déclassement croissant de populations blanches qui se sentent lésées, ils défendent une vision totalisante d'une liberté individuelle absolue et de résistance envers l'État en tant que tel. « Comprendre la citoyenneté souveraine équivaut à tenter de relever le tracé d'une fêlure de votre pare-brise après un impact de gravier. C'est compliqué, aléatoire, erratique », m'expliquait Ryan Lenz, directeur de recherche au Southern Poverty Law Center, organisme juridique de défense des droits civiques et des minorités, basé dans l'Alabama. Parfois, l'esprit de désobéissance s'exprime par une violence fanatique, comme ce fut le cas de Jerry Kane, qui tua deux agents de police lors d'un contrôle routier de routine à Memphis, dans le Tennessee. D'autres fois, il s'exprime à travers des manœuvres tortueuses d'évitement de l'impôt, comme dans le cas du fondateur de la République des États-Unis d'Amérique (RuSA), James Timothy Turner, qui fut condamné pour avoir émis une obligation fictive de 300 millions de dollars en son nom propre. Il sillonna le pays en 2008 et 2009 en organisant des séminaires sur des dispositifs complexes sous-jacents au code général des impôts et en proposant à des citoyens ordinaires de se servir de ses connaissances pour s'exempter de leurs obligations financières ou, pour employer la terminologie plus directe du FBI, frauder l'impôt sur le revenu. Turner a été condamné à dix-huit ans de prison. Bruce Doucette, un « juge » souverain, arpenta le pays en proposant une forme similaire de salut financier et projetait d'organiser des parlements locaux alternatifs. Il a écopé de trente-huit années d'emprisonnement.

L'une des théories de prédilection des citoyens souverains consiste à affirmer que le Quatorzième Amendement, adopté après la guerre de Sécession, est illégitime, réduisant

l'État actuel à un pur et simple pouvoir de fait. Seul le gouvernement réel, celui que les citoyens souverains reconnaissent ou imaginent, serait fondé « en droit ». Ce mouvement s'est fait connaître pour ses manœuvres élaborées d'obstruction aux procédures judiciaires. Ses membres sont passés maîtres dans l'art du « terrorisme de papier ». L'une de leurs tactiques favorites consiste à invoquer de prétendus conflits d'intérêts vis-à-vis des juges instruisant leur dossier, forçant ainsi les magistrats à se récuser. « Entre 2012 et 2014, les États-Unis ont déployé des efforts considérables pour s'assurer que les fonctionnaires des comtés, tant dans les zones rurales que dans les agglomérations, sachent à quoi s'attendre quand un citoyen souverain recourt à des procédures fictives », souligne encore Ryan Lenz. Ces gens tentent d'invoquer de vastes conséquences à partir des détails les plus infimes. Mon exemple favori : dans la plupart des tribunaux américains, les drapeaux sont ornés de franges dorées, dans le style traditionnel de la marine des États-Unis. Par conséquent, selon certaines théories des citoyens souverains, quand vous entrez dans un palais de justice et traversez les bancs du public, vous pénétrez dans une juridiction où s'applique le droit maritime. Leur théorie de « l'homme de paille », une autre conception tortueuse du précédent juridique, associe le salut économique au complotisme typique d'une vision occulte du monde, où des forces cachées façonneraient la réalité quotidienne. Ils croient qu'il existe quelque part « un compte fédéral qui vous est associé, que le gouvernement central a investi sur vous en se fondant sur vos rendements futurs », m'expose encore Ryan Lenz. C'est un compte secret auquel les citoyens ont accès, s'ils savent comment procéder. « Il y a des citoyens souverains qui croient que le gouvernement américain est sous la coupe d'extraterrestres reptiliens. » Turner affirmait posséder des

documents prouvant que le gouvernement des États-Unis avait conclu des traités de paix intergalactiques avec des « nations extraterrestres ». Ces conspirations décollent donc de la surface de la planète, au sens littéral.

« Les citoyens souverains se préparent à la chute du gouvernement, et ce n'est pas une simple conjecture », souligne Ryan Lenz. Il ne se passe pratiquement pas de journée sans qu'ils commettent des délits. En avril 2014, Jerad et Amanda Miller, citoyens souverains qui étaient déjà présents lors de la confrontation entre Cliven Bundy, un éleveur de l'Oregon, et le Bureau fédéral de gestion des territoires, ont tué deux policiers à la Cici's Pizza de Las Vegas. Ils ont épinglé un message sur le corps d'un des deux policiers : « C'est le début de la révolution ». Et ils ont déclaré à des témoins horrifiés : « La révolution a débuté. » En 2014, une enquête menée par des officiers des services de renseignement fédéraux dans tout le pays a pu établir que les citoyens souverains posaient un problème majeur de maintien de l'ordre.

Le mouvement de résistance au pouvoir fédéral est ample, profond et violent. Il est incohérent au plan intellectuel, mais d'un dévouement aveugle, farouche. C'est un aspect essentiel qu'il faut bien intégrer : cette incohérence fait partie de son attractivité. L'absence de cohérence ou d'idéologie stable signifie que toute connaissance relève de l'ésotérisme, le monde n'étant éclairé que par des significations cachées uniquement connues des initiés. Quand vous n'adhérez pas à une idéologie ou à une pratique explicite, on ne peut vous accuser des effets de cette idéologie : si vous vous qualifiez vous-même de nazi, vous êtes censé adhérer à l'histoire du nazisme. En revanche, s'agissant de théories complotistes très mouvantes, enrobées de sarcasme permanent, vous jouissez de tous les avantages de l'appartenance

à une tribu, sans en assumer aucune des responsabilités. Internet procure les moyens de flirter avec la réalité ; vous pouvez toujours prétendre que vous ne faisiez que plaisanter, mais rien ne vous empêche de sortir abattre un policier. De plus en plus, l'accélérationnisme, cette faction du mouvement patriote antigouvernemental qui veut provoquer la guerre civile, perd tout contenu idéologique. Ses adeptes font l'éloge d'Unabomber et de Timothy McVeigh, dans un même élan. Ils ne souhaitent que la destruction de l'État. À quelle fin ? Cela importe de moins en moins.

La droite dure américaine opère dans un spectre qui s'étend des fous criminels aux responsables des forces de l'ordre. En un sens, cet éventail rend la véritable amplitude du mouvement plus difficile à cerner : on peut toujours réduire les criminels... à des criminels et considérer que des citoyens censément respectueux des lois ne font peser aucune menace immédiate. Pourtant, cette largeur de spectre atteste un soutien, partout dans le pays, dont l'ampleur n'est pas la simple résultante de situations locales. Il existe bel et bien une adhésion populaire très répandue, quoique déroutante, à l'opposition au pouvoir fédéral. Et, autre aspect encore plus déroutant, plusieurs de ces forces antigouvernementales ont accédé à ce même pouvoir central. Deux représentantes élues au Congrès en 2020, Marjorie Taylor Green, de Géorgie, et Lauren Boebert, du Colorado, ont publiquement soutenu les théories complotistes de QAnon. Le conservatisme traditionnel et l'establishment politique républicain se sont l'un et l'autre engagés dans le patriotisme antigouvernemental. Les opinions extrémistes ne sont plus extrêmes.

Au début de tout processus d'effondrement, la confusion des esprits devient un état naturel. Dans d'autres pays déjà, et en d'autres temps, on ne savait jamais clairement

si une guerre civile s'annonçait, du moins pas au début. Qui sont les rebelles, et qui sont les scélérats ? Qui sont les combattants de la liberté, et qui sont les terroristes ? Ainsi, la ligne de partage entre criminalité et révolution a pu paraître brouillée au Mexique, à Cuba, en Irlande du Nord, en Algérie – partout. Et si l'Amérique était déjà en plein soulèvement armé, mais à notre insu ? Et si nous n'avions justement pas l'habitude de voir des soulèvements armés se produire dans des régions que nous connaissons ?

Le rassemblement sur le pont

Des néo-confédérés, des nationalistes blancs, des nazis déclarés, des adhérents du Ku Klux Klan, l'Alt-droite, des Three Percenters, des 75th Spartans, l'American Golden Dawn, des Frontiersmen, des Oath Keepers¹, tous rallient le pont en brandissant des swastikas, des runes d'Odale, des Soleils noirs, des Croix de fer, des Valknut, des étendards de bataille confédérés, des croix de Deus Vult et quantité d'autres symboles². Les milices les plus nombreuses,

1. Les Three Percenters constituaient une milice libertarienne créée en 2008 et dissoute en 2021, après l'attaque contre le Capitole. À Cleveland (Ohio), Christian Stanley Ferguson créa sa milice, les 75th Spartans, arborant un casque spartiate et deux fusils. L'American Golden Dawn, ou Ordre hermétique de l'Aube d'or, est un ordre ésotérique fondé en 2002 et dissous en 2019. Les Frontiersmen sont un mouvement fictif. Les Oath Keepers, groupement paramilitaire suprémaciste fondé en 2009, qui prit part à l'assaut du Capitole en 2021, compteraient 38 000 adhérents. *N.d.T.*

2. La rune d'Odale fut reprise par plusieurs divisions SS et des organisations nazies, comme le RuSHA (*Rasse- und Siedlungshauptamt*, ou Bureau pour la race et le peuplement). Le Soleil noir est un symbole du mysticisme nazi composé de trois swastikas, le Valknut est un symbole de la mythologie scandinave composé de trois triangles entrecroisés. Le

celles qui s'installent dans leurs propres campements, sont la Pennsylvania Light Foot Militia, la New York Light Foot Militia, la Virginia Minutemen Militia, et les Oregoners, mais par la suite des membres de milices de la totalité des cinquante États américains, y compris un unique représentant de Hawaii, viennent là monter les leurs.

Pour le courant électrique, ils disposent de générateurs. Ils purifient leur eau en la filtrant avec une solution à base d'argent colloïdal. Ils ont enfin là une occasion de se servir de tout le matériel qu'ils se sont acheté lors de leurs rencontres de préparation survivaliste. Toute la zone en aval du pont se remplit de stands où l'on vend des rations, des armes, des tenues tactiques et des livres qui vous expliquent comme fabriquer un bazooka, quelles graines planter dans un jardin après une attaque nucléaire, et qui vous révèlent tout de l'infiltration musulmane dans la CIA ou du contrôle exercé par les juifs sur les médias. Dans la journée, tout l'espace autour du pont ressemble à une foire-exposition d'armes à feu à ciel ouvert.

L'événement occupe la première place des médias, tous formats confondus. Le magazine *Time* est le premier à les baptiser de ce nom : l'Armée de l'Interstate. CNN se transforme en chaîne de la « bataille du pont », vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Tous les hôtels, toutes les locations en Airbnb sont complets. La presse internationale ne tarde pas à suivre. S'agissant du Shérif ou du comté de la rébellion, aucune information n'est jugée trop insignifiante. Dans les talk-shows dominicains, les arguments des deux camps sont ressassés jusque dans leurs moindres

Deus Vult (Dieu le veut) est une devise chrétienne de la divine providence, reprise par des mouvements d'extrême-droite au xx^e siècle, des Chemises noires italiennes à l'Alt-droite. *N.d.T.*

nuances. Tous les groupements militants ont apporté des appareils photo en plus de leur arsenal et de leurs rations de survie. Ils photographient et filment leur résistance en direct. La ligne de démarcation entre organes de presse de l'ultra-droite dure et milices d'extrême-droite devient pour le moins floue. La crise sur le pont efface toute distinction. L'enjeu de ce combat n'est plus lié à un pont, mais à une logique. Cette lutte débute dans un comté, mais elle se mène d'abord dans les médias et sur les réseaux : Internet, télévision, moyens d'information.

Le soir, les milices se rassemblent pour des meetings à la lumière des flambeaux. À côté de slogans comme « Il n'y aura pas de grand remplacement » et « Le sang et le sol », voici le plus populaire de tous : « La démocratie, c'est ça ». Tous les soirs, la foule se masse sur le pont, une façon de démontrer quel poids il peut supporter. « Ce pont reste ouvert », beuglent-ils. Cela donne des images de télévision immanquables, des mêmes viraux irrésistibles.

Quand un journaliste du *New York Times* demande au Shérif s'il soutient cette fête de la colère populaire dans son comté, il répond : « C'est pas merveilleux, la liberté d'expression ? »

Quand Rachel Maddow, la présentatrice très engagée à gauche du *Rachel Maddow Show* sur la chaîne MSNBC qualifie la scène de « Woodstock de la haine », le Shérif approuve. « À mon avis, il était grand temps que les vrais Américains aient leur fête à eux. » Il devient lui-même un emblème pour les groupes présents sur le pont, quelle que soit leur tendance. Quand il prend la parole, il n'a pas besoin de micro. Tout le monde fait silence.

Au milieu des swastikas et des drapeaux de l'Armée de Virginie du Nord, une nouvelle bannière est hissée. Le Gadsden Flag, avec son traditionnel serpent à sonnette

et sa devise PERSONNE NE ME MARCHE DESSUS, mais déclinée sur un fond noir¹.

C'est à ce moment que le Shérif entreprend de nommer des adjoints, choisis parmi plusieurs dirigeants des principales milices. Pour décrire cette décision, NBC invente cette formule : « le Daech américain ». Fox News affirme que le Shérif a besoin de ces adjoints pour maintenir l'ordre pendant tout cet « extraordinaire élan de liberté » sur le pont. « Nous avons officiellement affaire à des traîtres », écrit Frank Bruni, le chroniqueur du *New York Times*. Des podcasteurs de gauche prédisent un coup d'État imminent, à l'instigation du Shérif. « Le Shérif représente une rébellion contre le gouvernement légitime des États-Unis » – un sondage de l'institut ProPublica montre que 73 % des Américains approuvent cette opinion, mais seuls 36 % s'accordent à penser que « le gouvernement fédéral devrait intervenir en recourant à la force militaire ».

Une rencontre de survivalistes

Là encore, il n'est nullement besoin de faire appel à son imagination. Les patriotes antigouvernementaux se préparent d'ores et déjà à l'effondrement des États-Unis. Ils s'appêtent pour un conflit contre leur propre gouvernement. Rien ne vous empêche d'aller voir par vous-même.

1. Le colonel Christopher Gadsden, représentant de Caroline du Sud, créa ce drapeau en 1775, sur fond jaune, couleur associée au libertarisme. Le serpent à sonnette aurait été choisi par Benjamin Franklin, animal qui ne fait que réagir à la menace, et qui comptait treize anneaux, comme les Treize Colonies. *N.d.T.*

Le Woodland Mall se trouve en périphérie de Bowling Green, ville moyenne de l'Ohio. C'est là qu'est organisé le Sommet des preppers et des survivalistes de l'Ohio (Ohio Prepper and Survivalist Summit). Il y a là plusieurs dizaines de stands qui ne vendent pas seulement des arsenaux entiers d'armes diverses, mais aussi des lampes-torches alimentées par des batteries solaires, qui conservent leur charge sept ans et des seaux en plastique qui contiennent 120 rations d'urgence, vendus 274,99 dollars. (Si vous prévoyez un effondrement de l'Amérique sans gluten, des rations sans gluten sont aussi en vente.) Ce sommet propose tout un assortiment de cours sur l'art du repli autarcique en cas d'effondrement de la civilisation, comment planifier la construction d'un abri, créer des caches d'armes et de vivres, fabriquer de la poudre à munitions, et va jusqu'à proposer un apprentissage des techniques de brousse, de l'homéopathie, de l'archerie et de l'autodéfense. Les membres de Frontiersmen, un groupe organisé de préparation survivaliste, vont de stand en stand, pistolet au ceinturon. Les Oath Keepers portent des chemises noires, qui les identifient comme membres des services de sécurité.

Les préparatifs en vue du nouvel effondrement paraissent épuisants. Jim Cobb est l'auteur de plusieurs livres, notamment *Prepper's Armed Défense* (La défense armée du survivaliste), et ses plans de survie après l'apocalypse sont très poussés. Pour repaires, vous devrez choisir trois sites dans trois directions différentes à partir de votre domicile, tous à moins de 300 kilomètres de chez vous, afin de pouvoir y arriver avec un plein d'essence, quel que soit votre véhicule. Il vous faut aussi planifier trois itinéraires différents vers chacun de vos trois sites. Cela fait neuf itinéraires en tout. Ne les notez pas sur une carte, pour le cas où vous seriez arrêté en route. Ensuite, n'importe qui serait capable

de localiser vos repaires et d'aller vous voler vos biens. Cobb conseille de se servir de sa tête : « Qu'elle ne vous serve pas seulement de porte-chapeau ». Sur chaque site, il suggère de placer la cache d'armes en périphérie du terrain pour parer à « la présence éventuelle d'invités imprévus à la fête ». Et surtout, prévoyez d'organiser des exercices de simulation. Votre épouse risque de ne pas apprécier. Vos enfants non plus. « Ce genre d'exercices est emmerdant », comme il l'écrit. Et pourtant, il faut s'exercer pour renforcer sa « mémoire musculaire ». Chacun doit tenir prêt son sac de survie, évidemment. Il va et vient devant sa salle de classe avec le peps d'un cadre moyen venu pour la énième fois expliquer les stratégies de vente les plus efficaces à un bureau régional.

Les fantasmes des survivalistes sont absurdes, ils frisent la mélancolie, mais ils ne sont pas inutiles. Eve Gonzales enseigne la médecine à domicile et le jardinage post-apocalypse. Elle a les yeux tristes d'une femme qui s'est lassée d'expliquer des choses à des gens qui n'ont pas envie d'écouter, comme si elle avait été trop longtemps chargée de la bibliothèque de l'école. À côté de moi, une fermière spécialisée dans la culture du soja, le cheveu grisonnant, en chemise à fleurs façon années 1970, discute avec un type en T-shirt de la garde nationale, qui tient à la main un exemplaire du livre de Gary Lincoff, *The Joy of Foraging* (Les plaisirs de la cueillette), qui traite des mérites de la carotte sauvage. C'est très bon pour la santé, mais il faut faire attention : cette plante ressemble à s'y méprendre à la ciguë.

Eve Gonzales veut que son public développe « le sens de la pousse ». Les pousses de soja sont pleines de nutriments et croissent vite. Elle veut nous convaincre d'acheter des semences traditionnelles, qui germent toutes seules. Vous

pouvez en récolter les pousses, mais il faut se souvenir que la germination diminue presque de moitié sur cinq ans. Et n'oubliez pas de protéger votre récolte. Les survivalistes s'accordent tous à penser qu'en cas de crise, tout le monde essaiera de tout voler à tout le monde. Et le plus grand des voleurs sera le gouvernement. Eve Gonzales nous met autant en garde contre les pillards que contre les autorités fédérales. Elle propose une solution intelligente. Remplissez votre jardin d'herbes nutritives : herbe du Tigre, chénopode de Berlandier, pissenlit. « Sur ordonnance, le gouvernement peut se permettre de tout confisquer, mais jamais il ne viendra chercher vos pissenlits », affirme-t-elle.

Nick Getzinger, administrateur attaché au président des Oath Keepers de l'Ohio et propriétaire de l'Oath Keepers Outpost, se charge du cours sur les caches de survie. Ces caches sont construites en tubage de PVC puis enfouies sur des sites sécurisés. Surtout, Nick Getzinger remplit son tubage en PVC de dispositifs de purification d'eau incroyablement sophistiqués. (Tout le monde part du principe que le système LifeStraw, un filtre à eau à base de pailles, est insuffisant, bien que tout le monde recommande néanmoins d'en acheter un.) Sa méthode de purification d'eau comprend un mélange d'hypochlorite, d'argent colloïdal et de charbon. Pour allumer un feu, il se sert d'une lentille Fresnel ou d'allumettes enrobées de cire. Il recommande de prévoir une couverture en Mylar qui servira à créer un four solaire et des ponchos datant de la guerre du Vietnam, parce qu'ils se roulent facilement. Une cache complètement outillée inclura aussi des collets, une scie à métaux, des graines, des poches de silicate et un oxydant pour réduire les effets de l'humidité. Il prône l'emploi d'une nouvelle sorte de fronde circulaire qui lance ses projectiles avec « plus de précision qu'un lance-pierres ». Côté munitions, il suggère

de veiller à stocker celles qui sont adaptées à toutes les armes à feu de votre arsenal. Il ne servirait à rien d'acheter un pistolet de calibre .38 et des balles de .45, n'est-ce pas ?

Les survivalistes ont tous un fantasme bien précis en commun. Il ne s'agit pas de l'hiver nucléaire. Il ne s'agit pas du changement climatique. Il s'agit d'un monde sans autorités dans lequel des bandes en maraude tentent de s'emparer de vos approvisionnements chèrement acquis, et dans lequel l'autosuffisance et l'autodéfense déterminent votre survie. Tout cela évoque fortement l'époque de la « frontière américaine », ou de la conquête de l'Ouest, ou plutôt sa représentation au cinéma. Ceux qui se forment au survivalisme sont souvent invités à adopter une « pensée de pionniers ». Les *preppers* et les survivalistes ne se contentent pas d'imaginer la fin de l'Amérique. Ils s'imaginent aussi sa résurrection.

Et ce rêve de renaissance contient les semences d'une politique radicale. Hormis les armes à feu, les objets les plus vendus sont des T-shirts « Black Guns Matter » et ces fameux drapeaux au serpent enroulé avec cet avertissement : « PERSONNE NE ME MARCHE DESSUS » – bref, rien qui sorte de l'ordinaire. Il existe aussi un casque spartiate portant l'inscription ΜΟΛΩΝ ΛΑΒΕ. Cette formule, *Molôn labé*, peut se traduire par « Viens les prendre », la réponse en forme de défi de Léonidas, roi de Sparte, à Xerxès, roi des Perses, exigeant des Grecs qu'ils déposent les armes, à la bataille des Thermopyles. Avec cette analogie, les Perses sont le gouvernement américain, et les *preppers*, les Spartiates.

L'intervention de Challice Finicum Finch, dont le père a perdu la vie lors d'une confrontation armée avec le FBI, sera le temps fort de l'Ohio Prepper and Survivalist Summit. Âgée de vingt-six ans, mère de quatre enfants, blonde,

filiforme, elle n'a aucun doute sur l'identité des malfaisants. Les malfaisants, c'est le gouvernement fédéral. Ce qui est précisément arrivé au père de Finicum Finch reste matière à débat. Personne ne doute qu'en 2016, LaVoy Finicum ait été impliqué dans un échange de coups de feu avec des agents fédéraux, alors que son groupement occupait la réserve nationale de Malheur, dans le comté de Harney (Oregon). Personne ne semble remettre en cause le fait que Finicum ait percuté une congère au volant de son pickup, avant de tenter ensuite de fuir à pied. Selon la version de la suite des événements avancée par le FBI, il aurait été abattu alors qu'il allait sortir une arme à feu et, au moment de son arrestation, il aurait hurlé : « Allez-y, tirez-moi dessus. Il faudra m'abattre. »

La police l'abattit, et déclara ensuite que cette riposte était pleinement justifiée. Pourtant, l'un des agents du FBI, W. Joseph Astarita, fut l'objet de poursuites sur des accusations de mensonge et d'obstruction à la marche de la justice sur la chronologie des tirs et l'identité de ceux qui auraient ouvert le feu les premiers. (Il fut plus tard acquitté de toutes les charges à son encontre.) Challice Finicum Finch croit que son père a été atteint de trois balles dans le dos et qu'il s'est réfugié pour finalement mourir dans la neige, le lendemain.

Pour elle, la question de l'autorité fédérale n'est pas seulement une question majeure de viabilité de la démocratie, pas plus qu'une question purement technique de juridiction. C'est une affaire de sang.

« Nous sommes réduits en esclavage », annonce-t-elle à son auditoire.

Pourquoi les Américains sont-ils réduits en esclavage ?

« Si vous ne possédez rien, vous êtes un esclave. »

Et pourquoi les Américains ne possèdent-ils rien ?

« Si vous ne payez pas votre impôt foncier, vous verrez vite si vous possédez quelque chose ou non. En fait, vous avez acheté un droit de louer au gouvernement. »

Elle demande : « Qui a reçu des amendes d'Obama, pour ne pas avoir souscrit d'assurance-santé ? » Deux mains se lèvent. « Alors vous n'êtes pas propriétaire de votre propre corps. »

Comment les Américains sont-ils devenus des esclaves ? La réponse de Finicum Finch, c'est qu'ils n'ont pas lu la Constitution. Elle enjoint instamment son auditoire de lire toutes les semaines, et même tous les jours, leur texte fondateur.

Qu'y a-t-elle trouvé ? Elle a découvert que les États l'emportent sur le gouvernement fédéral, puisqu'ils en sont les créateurs. Elle a découvert que le gouvernement fédéral détient « 80 % » des terres de l'Ouest, terres sur lesquelles il n'a aucun droit.

Elle rapporte un épisode récent avec la police. « Les flics m'ont arrêtée sur la route et, comme une petite esclave, j'ai fait tout ce que le policier m'a demandé de faire et ensuite, en rentrant chez moi, je me suis rendu compte, mince, que j'avais fait n'importe quoi. J'avais tout simplement piétiné mes droits. »

Le public est rempli d'anciens combattants et de policiers. Les forces armées antigouvernementales sont de plus en plus présentes parmi ceux qui servent le gouvernement qu'ils condamnent, ou qui l'ont servi dans le passé. Finicum Finch aime les forces de police et ceux qui en font partie. Elle répète qu'elle n'est pas antigouvernement ; elle est juste contre un gouvernement corrompu. Cette formule est celle sur laquelle prospère le nouvel Américanisme radical.

Les hommes et les femmes qui fréquentent les stands du Prepper Summit achètent des livres, des semences et des armes à feu grâce à quoi ils s'imaginent résister à l'autorité fédérale. Ces livres, ces semences, ces cours de formation, ces armes à feu sont autant d'accessoires d'une histoire qu'un nombre croissant d'Américains se racontent à eux-mêmes. Dans ce récit, le gouvernement des États-Unis tient le rôle du méchant et, quant à eux, ils tiennent celui du gentil.

Au Woodland Mall, ils savent qu'ils n'ont aucune liberté, quelle que soit la définition de ce terme. « Jusqu'où accepterez-vous qu'on vous maltraite ? », demande-t-elle encore. « Quand votre foi sera-t-elle plus forte que votre peur ? » Et s'il semble impossible, pour le moment, d'imaginer renverser ce système de gouvernement de l'Amérique, « ne croyons-nous pas en un Dieu de miracles ? ».

Les contre-manifestants

Dans la grande ville voisine, un groupe de New Freedom Riders¹ se forme en vue de contrer la montée en puissance du Shérif et le rassemblement des milices. Des « bataillons John Lewis » projettent de « ne pas franchir le pont ». Sur des pancartes, ils inscrivent ces slogans : « Ici, c'est encore l'Amérique », « La trahison est punie de mort » et « No Amerikkka ».

1. En 1961, les Freedom Riders organisèrent le premier Freedom Ride, ou *bussing* (transport scolaire), pour lutter contre la ségrégation. John Lewis (1940-2020) était élu de Géorgie au Congrès et une figure du mouvement des droits civiques. *N.d.T.*

Une escouade de Proud Boys¹ se confronte au premier groupe de manifestants au moment même où leur autocar s'arrête sur le parking d'un motel de la chaîne Red Roof, juste avant la limite du comté. Ils ont des armes automatiques et des battes de baseball. Les Proud Boys empoignent et bousculent les contre-manifestants, les menacent de leurs armes, les frappent, les repoussent dans leur autocar.

Lorsque l'autocar des Freedom Riders arrive à l'hôpital, trois d'entre eux sont déjà morts. Le Shérif minimise ces décès : « Je pense que le bon sens veut qu'on évite d'aller là où on ne veut pas de vous. »

Il refuse d'intenter la moindre action contre les Proud Boys. « La liberté d'expression et d'association est le fondement des valeurs américaines », déclare-t-il.

Quand on lui demande s'il croit que frapper des manifestants en pointant une arme sur eux est le genre d'acte qui bénéficie de la protection du Premier Amendement, il sourit : « Je trouve que ces garçons se sont assez bien exprimés. »

Les organisateurs des nouveaux Freedom Rides annulent les manifestations qu'ils avaient planifiées. Toutes les chaînes de télévision se mettent à couvrir l'événement, elles ont des correspondants sur le terrain, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. La rébellion dans ce comté monopolise l'information.

Digression sur la menace de gauche

Aux États-Unis, l'extrême-gauche est plus faible que l'extrême-droite, à tous les niveaux. Néanmoins, l'interposition

1. Groupuscule néo-fasciste fondé en 2016, dissous en 2021. Ses dirigeants seront traduits en justice le 12 décembre 2022. *N.d.T.*

de gauche (autrement dit, le refus de reconnaître l'autorité du gouvernement fédéral) est bien réelle. Je songe à un type d'épisode à certains égards comparable à la bataille du pont : la CHAZ, la Capitol Hill Autonomous Zone, instaurée par des forces progressistes à Seattle au cours des manifestations de Black Lives Matter.

Cette zone autonome regroupait un ensemble flou de sensibilités diverses : des autels improvisés avec des bougies allumées en hommage à George Floyd, des jardins communautaires, une zone fumeur dédiée et un stand coopératif « No Cop Co-Op » distribue gratuitement toutes sortes d'articles : eau, gel hydroalcoolique, sandwiches. La CHAZ était révélatrice de la faiblesse de l'extrême-gauche, tant intellectuelle que matérielle. Le groupe publia une liste de revendications en trente points qui allait au-delà de la simple suppression de la police : l'un de ces points (« Nous exigeons un nouveau procès pour toutes les personnes de couleur qui purgent une peine de prison pour crime de sang, avec un jury composé de leurs semblables au sein de la communauté ») figurait sur la liste. Aucun chef de file du Parti démocrate n'a pris fait et cause pour eux.

Privée de police, cette communauté était incapable d'assurer sa sécurité. Des militants des Proud Boys et des Patriot Prayer¹ menacèrent le collectif, et une ordonnance du maire de Seattle confirmait « une hausse de 525 %, soit 22 incidents supplémentaires, de crimes commis contre des personnes dans la zone, incluant deux homicides de plus, 6 cambriolages de plus et 16 agressions avec coups et blessures (dont 2 agressions avec armes à feu n'ayant pas entraîné la mort) entre le 2 et le 30 juin 2020, comparé à la même période en 2019 ». La CHAZ se transforma en

1. Groupuscule d'extrême-droite fondé à Seattle en 2016. *N.d.T.*

véritable étude accidentelle de l'impuissance de la gauche : l'incohérence politique allait de pair avec l'absence de réels moyens de défense.

Le radicalisme de gauche crée les conditions d'une radicalisation d'extrême-droite, et c'est sa principale influence. « C'est leur interaction, la danse entre l'extrême-gauche et l'extrême-droite, qui peut dégénérer en spirale de l'escalade », m'explique Ramón Spaaij. Ce sociologue amstellodamois, spécialiste de l'extrémisme violent, travaille avec la police et la justice à déterminer les signes indicateurs d'une probable dérive terroriste. L'action d'une frange marginale entraîne la réaction d'une autre, et, de fil en aiguille, « elles se radicalisent l'une l'autre. C'est un processus interactif ».

Aux États-Unis, une situation d'interposition politique et la crise politique qui en résulte risquent davantage de venir de la droite. Ce n'est pas que l'extrême-gauche soit moins en colère ou moins menacée par ses adversaires. C'est plutôt qu'il lui manque la même conscience résistante ; elle entretient un fantasme d'interposition bien moins développé. Certes, Antifa existe, mais il lui manque la force ou les moyens d'imposer son pouvoir. Le défi que l'extrême-gauche lance à l'autorité fédérale, quand il s'exprime, tend à être légaliste et politique, et ce sont des élus de l'État qui en sont les moteurs : c'est le thème de la cinquième dépêche de ce livre. Dans l'étude menée par le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) sur 893 actes à caractère terroriste perpétrés sur le sol des États-Unis entre janvier 1994 et mai 2020, seuls 22 des 3 086 décès dus à ce terrorisme ont été causés par des groupes d'extrême-gauche.

La crise politique

Peu importe le président ou la présidente qui est à la Maison-Blanche, et à quel parti il ou elle appartient quand le Shérif prendra position, il lui faudra répondre. Mettons que ce soit une femme. Peu importe son degré de conservatisme ; pour représenter le gouvernement fédéral, la Présidente devra en défendre l'autorité. L'histoire qu'elle doit écrire ne lui laisse guère le choix.

Le FBI est incapable de réagir : cette force de police, conçue pour combattre la criminalité, est incapable de service de force militaire contre l'insurrection. Le rôle du Shérif s'est déplacé, du maintien de l'ordre à la résistance politique. Mais il reste un fonctionnaire élu et une figure des forces de l'ordre.

En outre, les autorités fédérales ne peuvent faire confiance à aucune autorité policière ou judiciaire. Ces administrations ont déjà été infiltrées par la droite dure.

L'infiltration des forces de l'ordre par la droite dure

L'extrême-droite a adopté une stratégie d'infiltration des forces de l'ordre d'une telle ampleur qu'aucun service de police, aucune administration fédérale n'est plus fiable dans la lutte contre le suprémacisme blanc. Ces liens entre forces de l'ordre et suprémacistes blancs ou milices d'extrême-droite sont avérés dans l'Alabama, en Californie, dans le Connecticut, en Floride, dans l'Illinois, en Louisiane, dans le Michigan, le Nebraska, l'Oklahoma, l'Oregon, le Texas, la Virginie, l'État de Washington et la Virginie-Occidentale. En fait, ces liens se comptent par centaines.